

Soigner le travail : un enjeu politique, scientifique et artistique.

Rencontre au Sénat. Vendredi 2 Décembre 2011, de 9h à 18h.

Avec la participation de : Michel Gollac, Alain Supiot, Pierre Veltz, Dominique Méda, Sébastien Sühr, Dominique Reigner, Alain Alphon-Layre, Emmanuel Couvreur, Jean François Foucard, Patrick Pelata, Alain Lejeau, Ludovic Tchouffian, Didier Bezace, Nicolas Frize, Sylvie Giron.

Plusieurs sénateurs déjà nous ont assuré de leur intérêt et présence au cours du débat : Jean-Pierre Bel, Président du Sénat, Gérard Larcher, ancien ministre du travail, Annie David, présidente de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Godefroy, vice-président de la commission des affaires sociales, Martial Bourquin, vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

La question du travail sera-t-elle présente dans le débat public à l'occasion de la future élection présidentielle ? Ce serait plus que légitime et peut-être même urgent. Mais rien n'est moins sûr.

Pourtant la France tient en la matière une place paradoxale. La synthèse réalisée au Centre d'Etudes de l'Emploi fait réfléchir : les Français sont, à la fois, ceux qui accordent le plus d'importance au travail en Europe et aussi ceux qui souhaitent le plus voir la place de celui-ci se réduire dans leur vie. C'est la marque, montre l'étude, d'une désillusion à la mesure d'attentes simultanément fortes et déçues, cultivées par une histoire nationale singulière. En France, le travail est devenu indéfendable aux yeux de beaucoup de ceux qui le font.

La France est aussi le pays, où « l'hostilité » des relations professionnelles entre dirigeants et dirigés prend la forme d'une méfiance chronique qui intoxique le travail, celui de tous les jours jusqu'au système des relations professionnelles instituées. Le conflit inhérent à la relation salariale est maintenant « empoisonné » dans notre pays comme nulle part en Europe. L'usage et les affrontements autour du droit du travail en porte la trace.

C'est connu, les indicateurs de la santé au travail sont « au rouge ». Les médecins du travail et tous les professionnels des services de santé au travail le répètent. En témoigne aussi le récent rapport du Collège d'experts sur les Risques Psychosociaux, comme les différents résultats des commissions parlementaires à ce sujet ou encore le rapport remis au Premier Ministre concernant les rapports entre bien être et efficacité dans le secteur privé. Il est inutile d'insister encore sur les drames dont de très grandes entreprises ont été le théâtre ou sur l'« épidémie » de TMS qui grève si lourdement les comptes de l'assurance maladie.

Sous l'injonction de l'Etat et du ministère du travail, les plans d'action contre ces « risques » se multiplient dans l'urgence et les négociations sur le stress également sans qu'on soit sûr qu'on aille vraiment au-delà de satisfaire à des obligations légales. Le vrai risque psycho-social de la période est de multiplier les fausses solutions. C'est que le problème dépasse les simples dérives managériales au demeurant condamnables. Un peu « d'humain » n'y suffira pas. A défaut de soigner le travail -à tous les sens du terme- soigner les personnes est un puits sans fond.

Il n'y a pas que l'intensification du travail. Le fond du problème est la difficulté croissante qu'éprouvent de nombreux salariés à se reconnaître dans « un travail ni fait ni à faire », dans des tâches qui percutent trop l'idée qu'ils se font du travail bien fait. La qualité des produits du travail qui

défraie presque quotidiennement la chronique, la qualité de son organisation collective et hiérarchique, la vie que le travail fait à chacune et chacun -pour elle, pour lui et pour leurs enfants- la qualité du lien social qu'il façonne et celle des rapports délétères qu'il implique avec la nature est devenue un problème politique cardinal. Le travail a le bras long et, quand ceux qui le font ne s'y retrouvent plus, il affecte tous les temps et les espaces de la vie.

La souffrance au travail, quand elle existe, n'existe pourtant qu'à proportion de possibilités créatrices à la fois immenses et ravalées : capacités, engagements, ressources psychologiques et sociales gaspillées, énergie perdue dans des organisations qui la dissipent au lieu de l'investir en création collective. De nombreux salariés, en colère ou désabusés « en font une maladie », des maladies qui bousculent les frontières factices du corps et de l'esprit. De nombreux dirigeants ont compris que l'entreprise mérite mieux que cela. De plus en plus d'artistes aiguissent leur sensibilité et la nôtre aux vertus de l'imprévu si refoulé aujourd'hui et pourtant au principe même de tout travail réel.

Beaucoup de recherches montrent d'ailleurs que le travail n'est pas voué à ce destin. Il est un opérateur de santé majeur et peut être crédité d'une véritable fonction psychologique quand l'efficacité concrète des actes est au rendez-vous ; quand la performance financière reste seulement un moyen de donner un sens personnel et social à l'effort consenti ensemble. La santé au travail et hors travail pâtissent au contraire de la tyrannie du court terme qui empêche de travailler correctement pour soi et pour les autres. La performance elle-même est minée quand la finance devient un but en soi. Alors elle fait rage contre elle-même au détriment de la qualité de la vie sociale.

La rencontre que nous organisons au Sénat le 2 décembre veut mettre à profit les connaissances et les engagements dont nous disposons pour réfléchir et agir dans la conjoncture politique où nous sommes : là où est le problème est aussi la solution. Une reprise de l'initiative des acteurs réels du monde professionnel est envisageable autour d'un autre objet de confrontation que les conflits traditionnels du système de relations professionnelles à la française : le conflit de critères sur le travail de qualité dont chacun est finalement comptable s'il ne veut pas tricher avec le réel ni avec le sort des générations futures.

Un « nouveau professionnalisme » se cherche, ouvert, au-delà du travail, au dialogue avec les consommateurs, les usagers ou les clients qui sont aux premières loges du travail « ni fait ni à faire ». Au sein des Directions d'entreprises, du Syndicalisme, de la Recherche ou du Conseil, on peut encourager la levée du déni du conflit sur les critères du travail bien fait qui paralyse le monde professionnel. Ce déni met en péril la santé des femmes et des hommes et l'efficacité. Mais plus seulement. Il implique maintenant le « hors travail » et la « nature » dans des rapports sociaux qui les dégradent alors qu'il n'y a là rien de fatal. Autour de cette question, peuvent se retrouver -sans naïveté sociale- non seulement dirigeants et syndicalistes mais aussi experts, associations d'usagers ou de clients et élus préoccupés de l'empreinte du travail sur les territoires.

Sans doute une telle perspective implique-t-elle, au-delà de l'action politique, des efforts de recherche nouveaux et des coopérations entre disciplines scientifiques pour définir des thématiques inhabituelles. Ce sera l'objectif de cette journée que de réfléchir aussi bien à l'action possible qu'à l'engagement institutionnel pour soigner la recherche publique dans ce champ trop délaissé.

PROGRAMME

Matinée : 9h-12h30.

(Accueil à 8h30 porte 15 ter, rue de Vaugirard – Paris 6ème)

Mots de bienvenue de Jack Ralite, ancien ministre

Ouverture par Alain Berthoz, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des technologies.

Interventions de Yves Clot, professeur de psychologie du travail au CNAM,

Michel Gollac, directeur du laboratoire de sociologie quantitative du CREST, Président du collège sur le suivi des RPS,

Alain Supiot, Juriste. Directeur de l'Institut d'Études Avancées de Nantes.

Pierre Veltz, sociologue, Directeur de l'Établissement Public de Paris-Saclay.

11h45. Table ronde avec des représentants des grands organismes de recherche (ANR, CNRS, INSERM, INRIA).

Après-midi : 14h-18h.

1er Table ronde avec :

Sébastien Sühr (SNUIPP), Alain Alphon-Layre (CGT), Emmanuel Couvreur (CFDT). Jean François Foucard (CGC), Patrick Pelata (conseiller du Président de Renault-Nissan BV), Ludovic Tchouffian (DRH France Becton Dickinson), Alain Lejeau (Mandataire MEDEF, membre de la CAT/MP), Dominique Reigner (Cabinet conseil BPI).

2ème Table ronde avec :

Jack Ralite, Nicolas Frize (compositeur), Didier Bezace (Directeur du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers), Sylvie Giron (danseuse et chorégraphe).

Conclusions.